

PHILIPPE JUVIN



IL FAUT DÉFINIR UNE STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE POUR LA FRANCE : L'ÉOLIEN FLOTTANT POUR COMPLÉTER NOTRE PARC NUCLÉAIRE

La politique n'est pas de la magie.

Elle doit s'appuyer sur des faits et non des croyances.

La France a fixé un objectif de neutralité carbone en 2050 pour lutter contre le réchauffement climatique. Comme candidat à la présidentielle, cet objectif est le mien. Rappelons que pour y parvenir, nous devons à la fois baisser notre consommation finale d'énergie et électrifier massivement notre économie pour abandonner les énergies fossiles qui représentent aujourd'hui 60% du total. Aujourd'hui, notre consommation finale d'électricité est de 430 TWh. Selon l'évaluation faite par RTE, nous devons l'augmenter à 750 TWh si l'on se place, comme moi, dans un scénario de ré-industrialisation.

Ces dernières années, nos gouvernants nourris par une idéologie antinucléaire, se sont abîmés en bavardages sur les mérites comparés du renouvelable et du nucléaire. Mais ils n'ont pris aucune décision stratégique sur la nature de l'énergie de demain. Pire, les quelques décisions qui ont été prises étaient contradictoires. Car où est la ligne directrice entre l'arrêt de Fessenheim et les récentes déclarations de l'exécutif en faveur du nucléaire ? Cette absence de décision aura des effets d'autant plus graves que nos centrales nucléaires ayant été construites dans un laps de temps très court, elles vont toutes s'arrêter au même moment. L'absence de stratégie long terme explique que rien n'est prévu pour les remplacer afin d'assurer notre sécurité d'approvisionnement. Les premiers effets de leur vieillissement se font d'ailleurs déjà sentir avec des pannes de plus en plus fréquentes. En octobre 2020, la centrale à charbon de Saint-Avold a été réactivée pour assurer notre approvisionnement. L'hiver dernier, des coupures ont été observées, faute de production d'électricité suffisante, du fait de la maintenance de plusieurs centrales et du manque d'ensoleillement. Nous avons la conjonction de deux obligations : remplacer nos centrales en fin de vie et aller vers la neutralité carbone. Pour y répondre et assurer notre indépendance, il faut à la fois que nous nous dotions d'une stratégie globale, et que nous soyons capables de rattraper le temps perdu en l'exécutant rapidement. Le point clé est que nous devons produire plus d'électricité qu'aujourd'hui. Pour y parvenir, certains proposent d'abandonner le nucléaire et de tout miser sur les énergies renouvelables. C'est difficilement envisageable compte-tenu de l'intermittence. Cela poserait aussi des questions majeures de coût car le 100% renouvelable est le scénario le plus cher selon RTE.

Quant à l'acceptabilité sociale d'une France couverte d'éoliennes, elle est aussi un point majeur de blocage. Je ne retiens donc pas cette hypothèse qui en outre reviendrait à priver la France d'une industrie nucléaire porteuse d'un savoir-faire industriel exportable et source d'emplois.

Certains préconisent de miser sur une électricité 100% nucléaire. Ce n'est malheureusement pas la solution. Car si nous voulions électrifier sans renouvelables, il nous faudrait remplacer toutes nos vieilles centrales et en construire de nouvelles, de l'ordre de 40 à 50 EPR2, en 20 ou 25 ans. Qui peut sérieusement faire ce pari alors que le chantier de notre seul EPR, à Flamanville, n'a toujours pas abouti au bout de 15 ans de travaux ?

Quelle est la meilleure stratégie pour produire plus d'électricité ? Selon RTE, la solution la moins coûteuse et la plus crédible au plan technique consisterait à produire une électricité mixte, venant à 50% du nucléaire et à 50% de renouvelables (éoliennes, photovoltaïque, géothermie, barrages...). Mais pour cela, il faut à la fois augmenter la quantité de renouvelables et construire de nouvelles centrales nucléaires. C'est ce que je propose.

Concernant le nucléaire, cette stratégie 50/50 implique de prolonger la vie de vieilles centrales au-delà de 60 ans avec un objectif final de 24 GW, de construire quelques petits réacteurs (SMR) pour un équivalent de 4 GW et surtout de livrer 14 EPR2 pour 23 GW. Tous ceux qui promettent moins de 14 EPR2 se condamnent à faire beaucoup plus d'éoliennes.

Cette stratégie 50/50 nécessite aussi de produire l'équivalent de 65 GW avec des éoliennes, en plus de 70 GW de photovoltaïque et 20-22 GW d'hydraulique. Ma proposition est de soumettre toute nouvelle construction d'éolienne terrestre, ou leur remplacement, à un référendum local, et de réaliser le solde par des éoliennes marines. Parmi elles, je ferai le choix de la technique des éoliennes flottantes. Celles-ci peuvent être placées encore plus loin des côtes que les éoliennes fixes actuelles. Invisibles de la côte, elles ne défigurent pas les paysages et permettent à la turbine de produire de l'électricité dans des zones où les vents sont à la fois plus forts et plus stables. Les expériences satisfaisantes de Norvège et d'Ecosse peuvent nous inspirer. La France possède les atouts pour réussir à relever ce défi qui assurera notre indépendance énergétique : en Normandie, des entreprises comme Siemens s'apprêtent déjà à fabriquer des pâles d'éoliennes offshore recyclables et notre statut de puissance maritime nous permet de disposer de nos propres eaux territoriales pour nous y installer.

Cette stratégie d'électrification a un coût qui peut considérablement impacter les PME et les classes moyennes. Comment en minorer les effets ? Comme écrit plus haut, selon RTE, la stratégie 50% nucléaire et 50% renouvelables est déjà la moins coûteuse de toutes. Je proposerai d'accompagner l'augmentation des coûts de l'énergie par une politique fiscale favorable aux classes moyennes et aux PME. J'abolirai le scandale de la taxe sur la taxe que représente la TVA sur la Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE). Je ne ferai pas porter la TICPE sur les biocarburants. Je m'assurerai aussi que l'Etat ne s'enrichira pas au détriment des Français quand augmentera le prix de l'énergie : le taux fixe de TICPE deviendra flottant pour amortir les soubresauts des cours de l'énergie. De plus, suivant les recommandations du prix Nobel Jean Tirole, je redistribuerai 100% de la taxe carbone aux PME et aux classes moyennes.

Ma stratégie d'électrification massive sera revue au fil du temps en fonction de l'évolution des connaissances scientifiques. On baissera l'objectif en éoliennes ou en centrales nucléaires quand des progrès seront faits dans le stockage et le transport de l'électricité, l'hydrogène ou les biocarburants. Je relancerai parallèlement le programme Astrid dont l'objet était de recycler les déchets nucléaires pour fabriquer de l'énergie. Son arrêt par l'actuel gouvernement fait partie de ces décisions illogiques dictées par l'idéologie.

La France doit rapidement définir la stratégie énergétique qui va l'engager pour plus d'un demi-siècle. Celle que je propose repose sur des objectifs chiffrés et fait toute leur place à l'innovation et aux sciences. Elle est financièrement, socialement et techniquement acceptable. Elle permet à la fois d'atteindre la neutralité carbone et d'assurer notre autonomie stratégique. Mais nous n'avons plus de temps à perdre.